

<https://divergences.be/spip.php?article1181>



Georges Lapierre

Du poids de la tradition de l'Assemblée opposée au concept de « Font unitaire » cher aux politiques

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2009 - Février 2009 No. 13 - International - Mexique -
Date de mise en ligne : jeudi 29 janvier 2009

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Georges Lapierre

La voie du jaguar

L'insomniaque

Texte communiqué par

Terre et Liberté émission de Radio Libertaire dont l'objectif est d'informer sur les luttes des peuples sans Etat et de débattre sur ce qui, dans leurs modes d'action et leurs cultures, intéressent les libertaires (décisions collectives, fonctionnement horizontal, autonomie vis à vis de l'Etat et des partis politiques...).

Sommaire

- [Extraits](#)

Extraits

Quels sont les moments forts du mouvement social d'Oaxaca qui, commencé en juin 2006, se prolonge encore de nos jours ? Quelles sont les forces vives dans la société qui ont permis à ce mouvement de durer malgré l'intervention des forces armées de l'État fédéral (PFP) à la fin du mois d'octobre et une répression au quotidien, pourrait-on dire ?

Rubén : Nous devons bien comprendre qu'il y a eu des façons différentes de voir ce mouvement. Pour notre part, nous le percevons comme une étape d'un nouveau cycle de luttes. Il y a une tradition historique à Oaxaca qui veut que les villages qui ne trouvent pas une solution à leurs problèmes dans leur municipalité se rendent sur le Zócalo de la ville afin de les rendre visibles aux yeux de tous. Cela n'a pas commencé avec Ulises Ruiz, les problèmes que rencontrent les peuples existaient et se sont aiguisés du temps de Diodoro Carasco et de José Murat, les anciens gouverneurs, maintenant c'est avec Ulises Ruiz. Cette nouvelle étape des luttes, qui a débuté le 14 juin 2006, est la partie qui n'est pas écrite.

Trois jours après l'explosion sociale, différentes organisations déjà constituées et qui, jusqu'à présent, n'étaient arrivées à rien ont décidé de créer une espèce de front unique en profitant de l'effervescence populaire non seulement, comme tu le signales, pour constituer une assemblée, mais bien, si l'on pense à ce qui se passe actuellement, pour créer un front unique contre le néolibéralisme. Il faut dire que les représentants et les dirigeants de plusieurs organisations sociales se considèrent comme l'avant-garde du mouvement, ils ont l'outrecuidance de penser connaître le

chemin qu'il doit prendre. En beaucoup d'occasions, les exemples sont nombreux, ces structures rigides furent brisées par les gens, l'exemple le plus clair est donné par les barricades. Déjà, avant d'aller aux réunions qui se tenaient à la faculté de Droit, quand cela s'appelait encore l'Assemblée populaire d'Oaxaca, il y avait beaucoup de gens pour dire que ce mouvement n'était pas né en 2006, qu'il y avait eu San Blas Atampa, Xanica, Loxicha (localités et région où le caciquisme fut battu en brèche par une dynamique de démocratie directe), de nombreuses luttes locales, que c'était une nouvelle étape et que ce n'était pas un peuple mais beaucoup de peuples indigènes et que la majorité de ces peuples se gouvernent par le biais d'une assemblée.

Les gens n'ont pas accepté cette structure de coordination provisoire de trente membres qui avait été mise en place. Toute la tradition de lutte des peuples d'Oaxaca s'appuie sur les assemblées, mais ceux qui se présentent comme les leaders devant les caméras ne goûtent pas la recherche du consensus, ni la participation collective à la prise de décisions, ni la discussion sur l'information.

David : Certains disent que ce mouvement a commencé le 14 juin, nous, nous disons qu'il a commencé il y a plus de 500 ans. Cela ressemble à une plaisanterie, mais ce n'en est pas une. Ce mouvement a été le point de convergence de beaucoup de chemins qui présentent une grande diversité dans la façon de lutter, les objectifs nouveaux se sont ajoutés aux objectifs anciens au cours de notre longue histoire de répression, de dépouillement et de manque de respect. Dans cette perspective, le 14 juin ne marque pas un commencement, ce fut plutôt un détonateur. La brutale répression du syndicat le plus important d'Oaxaca a fait en sorte que tous ces chemins, ces peuples, ces organisations, qui luttaient de manières tellement différentes qu'ils ne pouvaient marcher ensemble, se rencontrent. Et cette rencontre ne pouvait prendre qu'une seule forme à Oaxaca, celle de l'assemblée, aucune autre forme n'était possible.

L'assemblée n'est pas seulement un espace, une manière de lutter, l'assemblée est une aspiration à une vie autre. Certaines idéologies disent qu'il y a un dispositif pour la lutte et un dispositif pour se gouverner. Pour nous, l'assemblée est le moyen et la fin. Il ne pouvait y avoir d'autre forme de rencontre que l'assemblée. C'est pour cela que nous avons été si nombreux à nous sentir concernés et que l'Appo, comme le dit le compagnon Rubén, a été rapidement investie par les gens. Ceux qui prétendaient agir au nom de l'assemblée tout en exerçant une autre forme de prise de décisions, étrangère à l'assemblée, ont été débordés. L'Apo du début, avec un seul « p », l'Assemblée du peuple d'Oaxaca, a été dépassée par l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca, elle n'a pas seulement changé de nom, elle a changé de contenu : elle a été investie par les peuples indiens, la population des colonias, ou des nouvelles formes d'organisation comme les barricades. C'est ce qui lui a donné son véritable sens d'assemblée.

Pour ma part je situe l'apogée de l'assemblée dans le processus d'organisation (parce que dans l'action elle a été présente dès le 14 juin comme réponse rapide, comme réponse courageuse, comme auto-organisation spontanée, comme offensive, comme résistance offensive) au congrès constitutif de l'Appo de novembre 2006. Un congrès de plus de 1 300 personnes où sont arrivés des délégués de tous les horizons de l'État, où les syndicats traditionnels, les organisations traditionnelles étaient présents, mais aussi les peuples, que ce soit à travers leurs autorités ou une autre forme de délégation, la population des quartiers, les gens des barricades, ces espaces de défense physique mais aussi d'auto-organisation et d'identité. Tous ces gens sont venus avec l'héritage légué par les communautés, avec leur enseignement. La répression et l'injustice nous ont conduits à unir nos chemins, et nos chemins ont convergé sous la protection de cet arbre, sous l'ombre fraîche de cet arbre qu'est l'assemblée.

Aujourd'hui, certains réinterprètent cette grande assemblée selon la myopie de leurs idéologies, ce

que nous respectons, chacun assume son rôle et sa conduite, mais nous ne pouvons nier ce qu'est la réalité à Oaxaca, ce qu'a été l'assemblée et dans ce cas l'assemblée populaire des peuples d'Oaxaca, ce qu'a été cet espace où se rejoignent tous les rêves, les rêves de tous et de toutes, les vieux rêves, les rêves nouveaux. Tout cela nous amène à la situation que nous vivons aujourd'hui : cette inertie de l'Appo, prise en otage par ceux qui cherchent à dévoyer son esprit pour la modeler selon leurs propres perspectives, comme le front unique. Les staliniens en arrivent à dire que l'Appo est un soviet, que l'Appo est un front unique, nous, nous disons que nous ne le savions pas, que nous ne nous en étions pas rendu compte, nous les Indiens d'Oaxaca, qui avons vécu ici, nous pensions que nous étions dans une assemblée, nous pensions que nous agissions selon l'enseignement de nos peuples pour qui l'assemblée n'est pas seulement une idée ou un projet, mais une pratique. Des compagnons disent que les habitants des quartiers populaires viennent de la campagne, que nous tous qui vivons ici venons des villages et que nous sommes des villages, que ce sont les contraintes économiques qui nous ont fait venir ici et que nous cherchons à reproduire cette forme qui nous est propre, l'assemblée, même si ce n'est pas facile quand le mouvement se trouve affaibli par la répression.

Le gouvernement fédéral de l'illégitime Felipe Calderón commence à peine à reconnaître ce que nous criions depuis le premier moment, qu'Ulises Ruiz, Jorge Franco Vargas, Lizbeth Caña Cadeza¹⁴ sont une bande de criminels et de paramilitaires, qui sont responsables de la mort de plus de 26 compagnons tombés en 2006, aujourd'hui même... Maintenant que cela ne tire plus à conséquence, ils commencent à reconnaître et à dire qu'effectivement Jorge Franco Vargas était commandant des paramilitaires. Notre réalité ? La brutale répression, le cynisme rampant et l'impunité d'un côté, de l'autre, l'élan insurrectionnel, l'élan combatif des gens qui ont participé à 2006.

Maintenant, face à la désarticulation dans laquelle se trouve le mouvement, nous cherchons à faire converger à nouveau nos chemins. Il y a eu une perte de confiance du fait des pratiques opportunistes de certains individus qui se sont déclarés dirigeants du mouvement. Comment récupérer la confiance, mettre fin à la confusion et à la peur ? C'est aussi une occasion de le faire sur une base plus consciente : notre objectif ne doit pas être seulement le départ d'Ulises mais une société égalitaire fondée sur la reconnaissance mutuelle, nous sommes égaux, nous sommes tous frères. Pour une vraie liberté et une vraie justice, il ne suffit pas de changer de gouvernant.

Rubén : Je voudrais ajouter quelque chose au sujet des deux forces principales du mouvement dans la ville. La Section 22 du syndicat des instituteurs et les colonias, ces deux forces présentes chacune de son côté ne se sont rencontrées qu'au moment du forum des peuples indigènes d'Oaxaca, les derniers jours de novembre. La majorité des 70 000 maîtres d'école d'Oaxaca ne travaillent pas en ville, ils sont répartis dans les villages indigènes, dans les 14 000 écoles de l'État. Ils partagent avec les peuples une même tradition de lutte et une même cosmogonie. Dans les années 1980, la Section 22 a connu une combinaison entre syndicalisme indépendant et auto-organisation indigène, ce qui lui donnait sa crédibilité car, au-delà des revendications économiques, elle luttait aussi pour la démocratie syndicale. Voilà pourquoi, bien que critiquable, la Section 22 est un des syndicats les plus forts.

Les colonias, quant à elles, ne sont pas seulement le produit de l'exode rural, Oaxaca a longtemps été ce que l'on pourrait appeler une ville rurale. Il y a 30 ans, ici dans le quartier de la Reforma, las señoras vendaient des tortillas, la colonia Cinco Señores était encore vouée au maraîchage ; San Bartolo Coyotepec, où se trouve le nouveau centre du pouvoir, était, il y a peu, un village agricole. Ce côté rural, cette culture, ne se perd pas parce que l'État y installe des maquiladoras ou les nouveaux bâtiments administratifs, la tradition existe encore et c'est ce qui explose le 14 juin,

combiné avec la lutte des enseignants.

J'aimerais ajouter quelque chose qui, peut-être, nous mènera à ce qu'on appelle la Communalité ou l'autonomie. Les gens non organisés, qui constituent la majorité du mouvement, luttent contre le clientélisme politique dans les colonias, contre les caciques dans les villages, contre ce que le gouvernement impose aux gens : la caciquisme d'État. Pour réactiver le mouvement certains disent qu'il faut renforcer sa colonne vertébrale, la section 22, je pense que ce qui fait la force du mouvement est ailleurs. C'est un mouvement anti-systémique dans le sens propre du terme : ce sont les exclus du système, soit qu'ils ne veulent pas y participer, soit qu'ils ont étudié et ne trouvent pas d'emploi et font taxi, soit qu'ils ont émigré et reviennent sans rien et se font taqueros (vendent des tacos ou sandwiches), ce sont tous ces gens qui ont fait la force du mouvement. La force qui peut le réactiver ne se trouve pas à l'intérieur du système, comme le syndicat des instituteurs, mais parmi les gens qui en sont exclus ou qui ne veulent plus y participer. Le 14 juin, les choses sont devenues claires : quelles sont les forces qui nous oppriment ? Ce n'est pas le seul Ulises Ruiz, mais tout un système. Depuis les semences transgéniques jusqu'au Plan Puebla-Panama¹⁵. Avant 2006, il y avait bien des groupes de discussion sur ces questions, aujourd'hui on voit se généraliser une lucidité et un désir d'information sur ce qui se passe réellement dans ma colonia, dans mon quartier, dans ma communauté. Ulises Ruiz est soutenu par tout un système qui cherche à s'emparer des ressources naturelles, et avec les ressources naturelles toute une partie de notre territoire. C'est là qu'intervient la communalité, l'assemblée, où se retrouvent les gens pour défendre leur territoire.

David situe le moment fort de l'assemblée au congrès qui a eu lieu le 10, 11, et 12 novembre, mais comment expliquer que ce congrès ait nommé un conseil si peu respectueux par la suite des principes et des souhaits de l'assemblée ? Que s'est-il passé ?

Rubén : Il faut se rappeler qu'au moment du congrès il y avait une forte répression, non seulement dans la ville mais qu'elle s'est étendue aux régions afin qu'elles ne participent pas au mouvement, même si, le 11 et le 12, 1200, 1 300 délégués se sont réunis, venus de partout, Nous pouvons ajouter que ce même jour deux délégués qui venaient de la région mixtèque ont été attaqués, on leur a tiré dessus parce qu'ils se rendaient au congrès. Il y avait un climat de harcèlement.

Quand le conseil fut approuvé (je crois que tu étais là), il y eut débat sur le rôle qu'il devait jouer, représenté d'une manière symbolique par celui qui allait donner l'investiture aux conseillers. Il y avait ceux qui proposaient le docteur Martínez Soriano, qui est syndicaliste et marxiste, et, ceux qui, comme nous, proposaient une personne d'une communauté, un ancien avec son bâton de mando (de commandement). Pour la majorité, le Conseil ne devait pas fonctionner comme un syndicat, il devait s'assumer comme une étape dans la réorganisation du mouvement. Le rôle des conseillers n'était pas de diriger mais de rapprocher le mouvement d'autres secteurs et de lancer les assemblées locales à partir desquelles s'organiseraient les assemblées régionales puis l'assemblée au niveau de l'État. Ils avaient cette charge, que leur avait confiée l'assemblée, une charge telle que la conçoivent les communautés indigènes quand elles nomment leurs « autorités ». Ceci n'a pu se faire pour différentes raisons, la principale étant la répression du 25 novembre quelques jours après le congrès. Il y a eu aussi le rôle joué par les partis électoralistes qui avaient un programme préétabli et qui ne voulaient pas en démordre. Ils pensent qu'il faut imposer un objectif, leur objectif, pour que la lutte soit unitaire. Ils ne croient pas que les peuples puissent savoir où va le mouvement. Dès que le Conseil fut désigné, la discussion autour de ces questions « stratégiques » a commencé.

Il y a eu une lutte très forte à l'intérieur même du congrès. Il y avait ceux que nous pourrions appeler les politiques, le front unique, qui cherchaient par tous les moyens, pouvant aller jusqu'à des tentatives de manipulation, à imposer une stratégie qui n'était pas celle de l'assemblée ou de la grande majorité des gens ici rassemblés, mais qui émanait visiblement des partis politiques dans leur course au pouvoir ; les ambitions particulières des organisations et des individus venaient continuellement froisser l'assemblée proprement dite. Le parti de l'assemblée devait continuellement s'affronter et s'opposer aux ambitions partisans plus ou moins bien dissimulées. Il y a eu ainsi quelques moments critiques au cours de ce congrès, mais l'assemblée a toujours

réussi à les surmonter et à imposer son propre point de vue, on pouvait donc penser que les conseillers allaient obéir à l'assemblée, mais ce ne fut pas le cas.

Rubén : C'est aussi une question pratique. Les 1 500 délégués venaient des régions (moi, je viens de la région de l'isthme, d'autres venaient de la région mixtèque, d'autres de la côte). Certains de ces délégués ont été désignés comme conseillers parce qu'ils font un travail de base dans leur région. Ce qui implique ne pas vivre en ville. Des réunions du Conseil tous les trois jours ne pouvaient réunir ici que 20, 40 ou 50 conseillers provenant de la ville. D'un autre côté ceux qui assumaient le rôle de délégués, de topiles (responsabilité publique, bénévole, rotative et révocable, telle qu'elle est conçue dans les communautés indiennes), n'avaient pas une information claire de ce qui se passait au Conseil de la ville. Quand ils ont commencé à se rendre compte des frictions au sujet du rôle du Conseil, beaucoup sont allés voir ce qui se passait. Et la seule chose qui se discutait là n'était pas la question prioritaire de l'articulation du mouvement, c'était une lutte pour des positions de pouvoir. Bien des gens se sont alors repliés sur leur village. On peut se demander si ce ne fut pas une erreur de penser que l'organisation du mouvement devait avoir un Conseil et que celui-ci devait fonctionner principalement en ville. C'est alors qu'on a pensé à organiser des assemblées locales et régionales comme celle de l'Isthme, qui s'est tenue à Ixtepec fin janvier 2007. Souvent dans les villes régionales, l'Appo a été formée à l'initiative des organisations, ici l'Appo de la région mixtèque, ici, l'Appo de la côte Pacifique et ainsi de suite, sans passer par un processus plus lent qui consiste à discuter des thèmes prioritaires de la région et voir comment nous voulons les résoudre, quels sont les points d'accord.

Enfin avec la répression vous n'avez pas eu le temps d'armer et de renforcer pratiquement l'esprit de l'assemblée, les partis politiques en ont alors profité pour chercher à imposer leurs programmes « prêts-à-porter », tenter des coups de force, ce qui a conduit le conseil à être continuellement sur la défensive pour rejeter les initiatives intempestives des « politiques ». Nous pourrions aller jusqu'à dire que les politiques ont neutralisé et pourri le Conseil.

Rubén : Une autre chose importante aussi est le rôle joué par les médias alternatifs. Les médias conventionnels savent ce qu'ils font en mettant en avant les leaders qui ont une mauvaise image et une histoire négative comme Flavio Sosa (désigné au tout début comme membre du bureau, s'est proclamé dirigeant de l'Appo, il a un parcours politique imprévisible, homme de parti dans la mouvance « de gauche », il s'est félicité de l'élection en 2000 de Vicente Fox, homme de droite, à la présidence de la République ; bien que rejeté par la base populaire de l'Appo, il s'est toujours arrangé pour se trouver aux avant-postes, face aux caméras). Les médias alternatifs sont aussi tombés dans le piège du leader et de la facilité, qui consiste à interviewer celui qui se présente comme porte-parole et qui prétend parler pour tout le mouvement, celui qui se met en avant, sans chercher à savoir ce qui se passe réellement, en profondeur. Je ne dis pas tous les médias alternatifs, mais beaucoup d'entre eux n'ont pas cherché à donner une couverture du mouvement à partir du bas, comme ils étaient censés le faire. Souvent ils n'étaient pas là où se trouvait le mouvement, ils n'étaient pas dans la rue auprès des gens, ils allaient seulement aux meetings. C'est à partir de ce moment que les électoralistes ont commencé à gagner des positions. Ce n'est que maintenant que certaines informations sur le mouvement réel commencent à sortir de l'ombre et que l'on se rend compte qu'il ne se réduisait pas à une simple opposition syndicale et politique.